

ÉLECTIONS ISRAÉLIENNES 2006

David Bensoussan – Les Éditions Du Lys

Le bouleversement politique en Israël avec l'émergence du parti Kadima a décontenancé plus d'un analyste de la scène politique israélienne : Ce parti a été formé par des hommes politiques de gauche et de droite, unis autour d'un projet d'initiatives unilatérales.

Le phénomène Kadima

Pour comprendre l'émergence du parti Kadima, il faut mettre en perspective le contexte politique qui a prévalu entre la droite et la gauche ces dernières décennies.

Alors qu'en 1967, les chaînes radiophoniques du Moyen Orient promettaient à force décibels des massacres des citoyens d'Israël. Le président Nasser s'allia avec la Syrie puis la Jordanie. Il renvoya les casques bleus stationnés à la frontière israélo-égyptienne et décréta le blocus du détroit de Tiran sur la Mer Rouge. À la surprise de tous, Israël se retrouva vainqueur en six jours. L'exigüité du territoire était telle que l'on se promit de ne rendre les territoires conquis que s'il y avait accord de paix. La gauche et la droite étaient réunies autour d'un tel consensus et beaucoup qui ne croyaient pas la paix possible cherchèrent à s'installer dans les territoires conquis.

L'Égypte signa la paix et récupéra l'ensemble du territoire du Sinäi. La Jordanie se départit officiellement de la Cisjordanie (les hauteurs de Judée et de Samarie) et, quelques années plus tard, signa la paix avec Israël. Les accords d'Oslo ont permis la création de l'Autorité palestinienne dans l'espoir de passer à la solution de la phase la plus délicate du conflit. Or, les espoirs mis en ces accords s'avérèrent caducs. Chaque concession israélienne était suivie de non-recevoir et c'est ainsi que le gouvernement de gauche de Barak tomba et que la droite revint au pouvoir.

Or, plus de trois décennies après la Guerre des Six Jours, une bonne partie de la droite israélienne réalisa que la paix avec l'Autorité palestinienne était évasive, que les groupes terroristes continuaient à œuvrer au grand jour. Que ce soit par l'assentiment tacite du temps d'Arafat ou par l'incapacité d'agir de Mahmoud Abbas.

D'où l'amère conclusion que la paix rêvée n'était pas pour demain. La majorité de la société ne veut pas continuer l'occupation de populations palestiniennes. Ceci a mené

des leaders de la droite, Sharon en premier, à poser des gestes unilatéraux, tout comme le retrait de la bande de Gaza.

Le nouveau contexte des élections

Éhoud Olmert, le nouveau chef du parti Kadima, se proposait de continuer des retraits de façon unilatérale de façon à définir une nouvelle frontière, car la paix véritable n'était pas pour demain. Les autres partis de gauche et de droite ont des agendas de politique interne fort différents. D'une part, Amir Perets du parti travailliste a proposé de retourner aux valeurs et aux idéaux socialistes et de mettre l'accent sur l'amélioration des conditions de vie des classes défavorisées. D'autre part, Benjamin Netanyahu du Likoud qui a réussi à redresser l'économie de façon spectaculaire par des moyens ultralibéraux veut continuer de le faire. Le parti travailliste et le parti du Likoud sont partisans de concessions qui s'accompagnent d'une contrepartie : un traité de paix. Ceci dit, le parti travailliste appuierait probablement la politique de gestes unilatéraux du parti Kadima et le parti du Likoud s'y opposerait.

Il faut également tenir compte de la nouvelle donne de l'élection d'un Hamas majoritaire au parlement de l'Autorité palestinienne. Au mieux, ce parti radical ne propose qu'une trêve jusqu'à ce qu'il puisse trouver les moyens de détruire Israël. Qui plus est, le chef de ce parti n'hésite pas à déclarer qu'il souhaite chercher des appuis auprès de l'Iran.

Or, Israël et le monde découvrent avec effroi que l'Iran est gouverné par un illuminé qui affirme avoir été élu pour déclencher l'apocalypse qui selon lui, devrait se produire dans deux ans pour annoncer la venue du douzième mahdi caché, le messie chiite. C'est cet Iran provocateur qui nargue la planète entière en regard de sa volonté de ne pas respecter le traité de non-prolifération des armes nucléaires qui cherche à acculer le monde à une action contre l'Iran. Cet Iran agit également pour déstabiliser le Moyen-Orient via ses alliés syriens, les terroristes libanais du Hezbollah et ceux du Djihad islamique au sein des territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne. Normalement, cette réalité aurait dû pousser l'électorat israélien vers le Likoud, le parti de droite partisan d'un minimum de concessions pour l'obtention d'une paix. Mais le public israélien est conscient que l'Iran constitue une grave menace pour ses voisins sunnites, si ce n'est pour la planète, d'où sa sérénité relative.

La nouvelle Knesset

La composition du nouveau parlement israélien, la Knesset, donne un avantage à...

Historiquement, aucun parti n'a jamais obtenu la majorité des votes à la Knesset, ce qui a donné une importance disproportionnée aux petits partis qui formaient une coalition

gouvernementale majoritaire. Mais le taux de participation relativement faible traduit bien la résignation du public israélien que la paix rêvée n'est pas pour demain.

L'élection du Hamas a déplacé le centre focal des préoccupations de l'économie à la sécurité et ceci a probablement joué contre le parti travailliste.

L'électorat d'origine russe est généralement en faveur d'un leader fort mais, en matière de sécurité, Olmert n'a pas joui du même niveau de confiance que Sharon.

Qu'en est-il du processus de paix ? Après la désillusion du processus d'Oslo (l'on pensait alors que la paix allait amener la sécurité), la feuille de route parrainée par le Quartet (Nations unies, États-Unis, Union européenne et Russie) et adoptée par Israël se propose de mettre en priorité les questions de sécurité comme préalable à la paix et la création de deux états mitoyens.

Par le passé, les groupes terroristes avaient systématiquement sapé le processus de paix et dominé en un sens le processus électoral israélien. Si le Hamas ne se démarque pas de ses activités passées, il serait possible que l'on assiste alors à un désistement des élus centristes de Kadima partisans des actions unilatérales vers la droite du Likoud qui se refuserait à toute concession tant que la sécurité n'est pas garantie.